

## **Désobéir ? Désobéisiez !**

### **Entre obéissance et désobéissance, limites et prises de risque**

L'université est le royaume des disciplines, du disciplinaire, de l'exigence de la pensée. Mais où placer l'apport de la pensée intellectuelle face à l'institution et au politique ? Comment s'articulent les pensées et manifestations artistiques avec le politique et le social ? La pensée n'a-t-elle pas fini par intégrer la norme au point d'oublier l'exigence des pensées en mouvement ; c'est-à-dire en désobéissance ?

Nous souhaitons orienter la réflexion autour de deux axes :

1/ L'articulation entre la pensée de la désobéissance et son passage à l'acte : Qu'est-ce que faire acte de désobéissance et dans quels espaces ? En quoi la pensée peut-elle faire acte de désobéissance ?

2/ Quels risques encourt la pensée s'il n'y a pas d'équilibre entre obéissance et désobéissance ? Désobéir est-ce l'opposé d'obéir ? N'y a-t-il pas une autocensure intégrée par l'individu dans le but d'une satisfaction ? Quelles en sont les traces et les conséquences dans la pensée et la société, dans son organisation institutionnelle, politique et sociale ?

Ainsi, c'est à une désobéissance en actes que nous voulons d'abord nous intéresser. Non pas à ce qui constitue formellement la désobéissance, mais bien aux manifestations artistiques, politiques, sociales qui font acte de désobéissance dans nos sociétés, au « passage à l'acte » dans la désobéissance et à ses conséquences.

Désobéir, c'est dire non. La désobéissance est d'abord acte de refus puis acte de résistance. Il ne s'agit dans un premier temps ni de s'écarter de la norme ni de la modifier, mais de s'en exclure. Désobéir ce n'est pas seulement dépasser la loi, c'est s'interroger sur des mécanismes assimilés et qui impriment leur trace dans la production artistique et dans les manifestations sociales.

Comment penser sans s'exclure de l'autorité pour mieux la critiquer et tenter de repenser l'exercice du pouvoir ? En ce sens, la désobéissance est un espace de liberté utile à l'interrogation. Cependant est ce que la désobéissance a toujours la même valeur selon que les normes sont ou non acceptables ? Où se situe le jugement, qu'il soit d'ordre esthétique, social ou juridique ?

Obéir, n'est-ce pas se soumettre à la demande de l'autre, en tant que sujet, institution ou pouvoir politique ? Renoncer à sa liberté ne suffit pas. Il s'agit d'un accord tacite : j'échange ma liberté *totale* – s'il en existe – pour me contraindre à la volonté d'une autorité supérieure qui dicte mes actes. Ainsi, l'obéissance est un choix pragmatique dans le but d'obtenir une satisfaction. Quelque soit la communauté géographique, politique, identitaire dans laquelle je m'inscris, quelque soit la discipline,

le résultat de cette obéissance à l'autorité doit m'être profitable. C'est pourquoi implicitement chacun évalue les risques encourus par l'insoumission et les avantages à obéir : protection et reconnaissance. En effet, l'obéissance participe aussi d'un système communautaire qui a pour objectif d'harmoniser au mieux les rapports humains. En politique, le système dit « démocratique » impose des gouvernements élus qui dictent les lois, nationales ou européennes, auxquelles l'individu se soumet car celles-ci lui assurent protection. Par ailleurs, dans certaines disciplines - art, littérature, philosophie - obéir c'est accepter les règles du jeu prédéfinies et s'octroyer une chance de pouvoir faire connaître et reconnaître sa production.

Mais alors, que se passe-t-il lorsque le contrat n'est pas respecté et quand obéir n'apporte plus aucune satisfaction ? Qu'est-ce que la désobéissance implique et impose comme nouveau contrat social ? Comment résister sans s'exclure du contrôle du pouvoir en place ? Si obéir ne s'oppose pas directement à être libre, est-ce que la désobéissance est une démonstration de liberté ? Plus généralement, les lois de la désobéissance sont-elles les mêmes que celles qui régissent – socialement, juridiquement – l'obéissance ? Peut-on désobéir tout en réclamant une protection ? Peut-on refuser de se soumettre tout en cherchant la reconnaissance ?

Il existe tout aussi bien une désobéissance impensée qu'un conformisme intégré voire revendiqué, qui se matérialise entre la sphère du privé et la sphère du public, entre l'individu et l'autre, entre l'obligation – morale, civique – et le devoir, entre l'acceptation et la soumission. Toute collectivité impose intrinsèquement son autorité à laquelle chacun choisit de se soumettre ou non, au nom du bon fonctionnement de celle-ci. Pourtant, pour le modifier, il semble nécessaire de s'en exclure, c'est-à-dire de désobéir. Désobéir participe alors d'un lent processus de réflexion, indissociable de l'amélioration de la vie collective et semble être une voie d'accès nécessaire à l'acte de penser.

Aucune autorité ne peut légitimer la désobéissance, mais celle-ci paraît inévitable pour interroger son pouvoir librement et en bouleverser les règles. Une société sans désobéissance serait une société sans pouvoir à contester, c'est-à-dire une société dans laquelle aucun individu ne serait en sécurité et d'aucun ne pourrait prétendre à une quelconque reconnaissance ; une société sans avancées possibles.

Alors, essayons : désobéissons !

Les articles concernent toutes les sciences représentées à l'université Paris 3 et peuvent s'intéresser à l'acte de désobéissance dans tous les champs des arts, lettres, langues, sciences humaines et sociales. Les propositions devront nous parvenir sous la forme d'un résumé de **5000 signes maximum**, espaces et blancs compris.

Pour le **15 décembre 2010**, uniquement à l'adresse suivante : [traitsdunion@bdp3.com](mailto:traitsdunion@bdp3.com)

Merci de préciser le nom, prénom, école doctorale et équipe d'accueil de l'auteur.

Vous recevrez un courriel de confirmation.